# RAPPORT ANNUEL

## 2023-2024

équi justice

DE LA CAPITALE-NATIONALE

Membre du Réseau de justice réparatrice et de médiation citoyenne

# TABLE DES MATIÈRES

Page

PRÉSENTATION D'ÉQUIJUSTICE DE LA CAPITALE-NATIONALE ..... 4

LES SERVICES OFFERTS ..... 5

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE ET DE LA DIRECTRICE ..... 7

LA STRUCTURE ORGANISATIONNELLE ..... 9

LES STATISTIQUES DE L'ANNÉE 2023-2024

Justice réparatrice ..... 12

- Loi sur le système de justice pénale (LSJPA) et Code de procédure pénale ..... 12
- Programme de mesures de rechange général (PMRG) ..... 15

Médiation citoyenne ..... 17

Médiation spécialisée ..... 20

NOS PARTENAIRES ..... 21

LES ACTIVITÉS DE PROMOTION, DE REPRÉSENTATION, DE FORMATION ET DE CONCERTATION ..... 23

## ÉQUIJUSTICE DE LA CAPITALE-NATIONALE


**Bureau de Québec**

6780, 1re Avenue, suite 310
Québec, Qc G1H 2W8

**Bureau de Portneuf**

280, de l'Église, bureau 104
Donnacona, Qc G3M 1Z5

Téléphone : 418 648-6662
Télécopieur : 418 648-8903

Courriel : capitalenationale@equijustice.ca

Site Web : www.equijustice.ca

Facebook : https://www.facebook.com/equijusticecapitalenationale


Heures d'ouverture :

| | |
|---|---|
| Lundi : | 9h00 à 17h00 |
| Mardi : | 9h00 à 17h00 |
| Mercredi : | 9h00 à 20h00 |
| Jeudi : | 9h00 à 17h00 |
| Vendredi : | 9h00 à 16h00 |

---

Veuillez noter que, dans ce rapport, le générique masculin est utilisé dans l'unique but d'alléger le texte

# PRÉSENTATION
# d'Équijustice de la Capitale-Nationale

C'est en novembre 1980 qu'un projet pilote d'activités réparatrices voit le jour dans la région de la Capitale-Nationale. Il vise à permettre à des adolescents ayant commis un délit mineur de bénéficier d'une mesure de rechange à la judiciarisation en effectuant des travaux au profit de la communauté. Les résultats prometteurs de ce projet conduisent à la naissance de *Travaux Communautaires Jeunesse* en août 1982. La mission de l'organisme ne cessant d'évoluer au fil des ans, et nos services s'ouvrant à diverses clientèles, la dénomination sociale est changée en 1993 pour *Action communautaire Jeunesse*, pour ensuite devenir, en 2002, *L'Autre Avenue, organisme de justice alternative*.

Puis, le 15 mars 2018, notre organisme et 22 autres organismes répartis à travers le Québec se regroupent sous la bannière du réseau Équijustice, association provinciale à but non lucratif qui offre une expertise en matière de justice réparatrice et de médiation citoyenne.

## La mission d'Équijustice

Développer une justice équitable et accessible à tous en invitant les personnes à s'engager dans la gestion des difficultés qu'elles vivent et en les accompagnant dans le respect de leurs droits et de leurs différences.

## Les principes d'Équijustice

### L'accueil
Accueillir la personne avec considération, disponibilité et écoute.

### La communication
Privilégier le dialogue entre les personnes.

### La bienveillance
Porter attention à la personne et à son rythme.

### La collaboration
Agir en complémentarité avec nos partenaires.

## Les services offerts par équijustice

Équijustice offre une expertise en matière de justice réparatrice et de médiation. Nous privilégions une approche humaine et équitable fondée sur l'écoute, la sécurité et le respect des personnes que nous accompagnons.

La justice réparatrice offre des espaces d'écoute et d'échanges, confidentiels, sécuritaires et respectueux, à toutes les personnes concernées par un acte criminel – victimes, auteurs, témoins ou proches – ou par un conflit. Les personnes souhaitant s'engager dans une démarche de réparation et de médiation peuvent le faire à tout moment de leur vie, qu'elles aient entamé des démarches judiciaires ou non.

À Équijustice, nous pensons que la justice réparatrice ne consiste pas seulement à réparer les torts causés par une infraction ou un conflit. Elle donne aussi la possibilité à chaque personne de participer au processus de réparation du lien social brisé dans un cadre ouvert et respectueux. Que ce soit dans le cadre de nos services de mesures de rechange pour adolescents ou adultes, ou de ceux en médiation citoyenne, nos médiateurs se mettent au service des relations humaines.

Nos services de justice réparatrice offrent une place centrale aux personnes, au dialogue et peuvent prendre diverses formes : rencontre en face à face, échanges indirects, démarche de réparation, ou autres.

### JUSTICE RÉPARATRICE

**La Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents (LSJPA)** : Lorsqu'une infraction est commise par un adolescent, il existe des mesures adaptées qui lui permettent de réparer les torts causés par son acte. Équijustice procède à leur mise en œuvre avec respect et équité. Équijustice accompagne l'adolescent contrevenant, ses parents, la personne victime et ses parents si elle est mineure, de même que la collectivité dans le processus de réparation qui a été choisi. Il existe trois types de réparation : la réparation auprès de la victime, la réparation envers la collectivité et l'activité de sensibilisation.

**Le Programme de mesures de rechange général (pour les adultes)** : Il s'agit d'un programme de déjudiciarisation, axé sur la réparation des torts causés aux victimes d'actes criminels et à la collectivité. Ce programme de justice réparatrice se veut équitable, en ce sens qu'il prend en compte les besoins des personnes victimes et accusées. Équijustice supervise ces mesures et s'assure d'accompagner les personnes dans la mise œuvre de celles-ci. Il existe trois types de réparation : la réparation auprès de la victime, la réparation envers la collectivité et l'activité de sensibilisation.

**Le Code de procédure pénale :** Dans le cadre du Code de procédure pénale du Québec, les adolescents âgés entre 14 et 17 ans peuvent effectuer des heures de travail non rémunérées dans des organismes partenaires afin de compenser le montant de leurs amendes.

## Gérer les conflits dans la communauté:

Il arrive que des conflits surviennent et que l'on ait besoin d'aide. La médiation citoyenne a pour objectif de favoriser l'accès et l'implication des personnes dans les activités de justice, en marge des tribunaux, de promouvoir la communication et le vivre ensemble, de mettre en place des espaces d'échanges sécuritaires entre les personnes, de rétablir le lien social brisé, d'outiller les personnes et les aider à faire face à des situations conflictuelles pour les situations de la vie quotidienne :

- voisinage,
- relations interpersonnelles et intrafamiliales,
- entre des citoyens et des organismes publics ou privés,
- entre des consommateurs et des commerçants,
- en milieu de travail, scolaire, sportif, etc.
- en contexte de proche aidance,

MÉDIATION SPÉCIALISÉE

## Violences intimes et crimes graves contre la personne :

Équijustice offre un service de dialogue pour les personnes victimes, les auteurs et les témoins de violences sexuelles et autres crimes graves contre la personne tels que :

- inceste,
- agressions sexuelles,
- violence conjugale et physique,
- maltraitance et abus sur des personnes adultes et aînées,
- homicide,
- Cyberharcèlement,
- toute autre situation criminelle grave contre la personne.

La médiation spécialisée peut être envisagée :

- à tout moment de la vie d'une personne,
- qu'il ait eu une plainte ou non,
- entre les personnes directement liées par les actes (personnes victimes, proches et agresseurs concernés)
- ou avec des personnes de substitution pour des actes apparentés.

# Le mot de la présidente et de la directrice

*La rédaction du rapport annuel constitue toujours une occasion privilégiée pour faire le point sur les développements significatifs qu'a connus notre organisme au cours de la dernière année. Il s'agit d'un exercice indispensable qui permet d'apprécier travail qui a été réalisé et d'identifier les principaux défis que nous avons relevés.*

*Mais avant d'en rendre compte, il convient de faire l'éloge de notre merveilleuse équipe. Indépendamment du statut et de la fonction occupés dans l'organisation, nous retrouvons au sein du personnel salarié et non salarié cet engagement toujours renouvelé envers les valeurs et les principes dont le réseau Équijustice s'est doté. Les membres de l'équipe peuvent être fiers de la contribution qu'ils apportent au déploiement de la mission. Ils font assurément une grande différence dans la vie des personnes qu'ils accompagnent. Nos remerciements vont également aux membres du Conseil d'administration pour le partage de leurs connaissances et de leurs expériences. Ces dernières enrichissent les réflexions menant aux décisions que les administrateurs souhaitent toujours les meilleures pour le bien de l'organisation et de l'équipe. Nous tenons à souligner de façon particulière l'implication exceptionnelle de Madame Dominique Trudel qui a œuvré durant trente années au sein du Conseil d'administration et qui a choisi d'y mettre un terme en juin dernier. Nous lui exprimons notre gratitude la plus profonde pour son dévouement indéfectible durant ses décennies de service et lui redisons notre sincère affection.*

*En termes de réalisations, soulignons une augmentation significative de l'ordre de trente pour cent (30%) des demandes dans notre service de justice réparatrice. Cette hausse se remarque tant dans le cadre de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents que dans le Programme de mesures de rechange général destiné aux adultes. Elle touche également toutes les catégories de mesures, soit les démarches de réparation auprès des personnes et commerces victimes ou encore envers la collectivité, de même que les activités de sensibilisation portant sur des thèmes en lien avec des besoins ciblés. Les organismes partenaires ont largement été sollicités cette année pour l'accueil de notre clientèle et nous en profitons pour remercier chaleureusement les accompagnateurs pour leur ouverture et pour leur précieuse et indispensable collaboration.*

*Au plan de la médiation citoyenne, bien que le nombre de demandes soit relativement stable en comparaison avec l'an dernier, le temps d'écoute et d'accompagnement offert aux citoyens par les médiateurs a également connu une hausse appréciable. Soulignons que devant le nombre grandissant et diversifié de lieux et de situations propices à la médiation qui se remarque depuis plusieurs années au Québec, un poste à la direction de la médiation sociale a été créé au sein de notre réseau provincial en juin 2023. En effet, l'embauche d'une personne dédiée au développement des services, à l'harmonisation des pratiques et au soutien des Équijustice locaux s'imposait*

# Mot de la présidente et de la directrice

*et nous estimons que cet ajout aura des retombées très positives pour les membres. En parallèle, une réflexion similaire s'était amorcée au sein de notre organisme et aux termes de ces dernières, il a été décidé d'ajouter une ressource supplémentaire à notre secteur d'activités de la médiation citoyenne afin de favoriser la consolidation, le déploiement et le rayonnement des services sur notre territoire.*

*Finalement, au plan administratif, le Conseil d'administration a procédé à une refonte importante de la politique salariale afin de reconnaître le travail des employés à leur juste valeur. Nous souhaitons que cette mesure aura pour effet de maintenir la stabilité que nous avons connue au sein de l'équipe de travail dans la dernière année.*

*Voici donc les faits saillants que nous souhaitions mettre en lumière. Nous vous invitons maintenant à prendre connaissance du rapport annuel pour pouvoir mesurer l'ampleur du travail accompli par l'équipe, en collaboration avec nos nombreux partenaires sociaux, judiciaires et communautaires qui soutiennent notre mission.*

***Marie-Josée Gauvin, présidente***
***Julie Dumont, directrice***

# La structure organisationnelle

## Le personnel salarié

| | |
|---|---|
| Direction | Julie Dumont |
| Soutien administratif | Malgorzata Spadlo |

### Services de justice réparatrice

| | |
|---|---|
| Coordination | Mélissa Morency |
| Intervention et médiation | Isabelle Lavoie<br>Marie-Noëlle Lavallée<br>Ann-Sophie Poulin<br>Andréanne Coupal<br>Maude Poliquin<br>Amélie Lavoie<br>Alexandra Rouleau Leblanc<br>Zoé Guérin<br>Catherine Vachon (stagiaire hiver 2024) |

### Services de médiation citoyenne

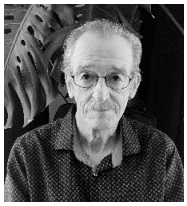
| | |
|---|---|
| Coordination | Annick Paquet |
| Médiation et formation | Kesly Godbout |
| Médiation | Andréanne Coupal<br>Alexandra Rouleau Leblanc |

# La structure organisationnelle (suite)

## Le conseil d'administration

| | |
|---|---|
| La présidente | Marie-Josée Gauvin |
| La vice-présidente | Fernande Rousseau |
| Le secrétaire | Patrick Bêche |
| Le trésorier | Michel Laferrière |
| Les administrateurs | Arnaud Cloutier (démission en décembre 2023)<br>Catherine Ferland-Blanchet<br>Marie-Josée Fortin (depuis janvier 2024)<br>Marie-Josée Dumais (depuis mars 2024) |
| Les autres participantes | Julie Dumont, directrice<br>Ann-Sophie Poulin, représentante des employées |

En 2023-2024, les membres du conseil d'administration ont tenu neuf (9) réunions régulières. De plus, le Comité Ressources humaines chargé de la révision de la Politique salariale s'est réuni à 4 reprises.



## Les membres

La corporation compte 139 membres répartis comme suit:

82 parmi les organismes partenaires
13 provenant du réseau socio-judiciaire et du milieu communautaire
et 44 membres individuels

# La structure organisationnelle (suite)

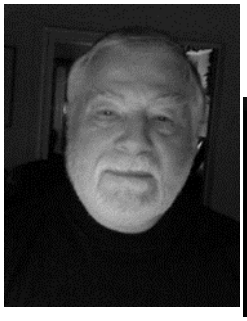
## Les médiateurs citoyens

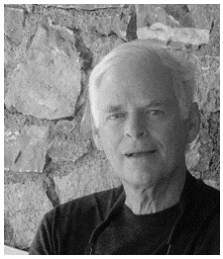
### Équipe de Québec

Anne Bacon
Alain Bélanger
Josée Blackburn (médiatrice spécialisée)
Stéphanie Belliard-Hogues
Mizaël Bilodeau
Thomas Caron
Paule Delisle
Samuel Dionne
Monique Foley
Martin Landry
Jean Leahey
Yves Marcoux
Frédérique Rondeau-Leblanc
Jade-Élie Savoie

### Équipe de la Côte-de-Beaupré

Jean-Yves Bernard
Thierry Freuchet
Huguette Ouimet
Gilles Ricard
Marie-Christine St-Louis





# LES STATISTIQUES DE L'ANNÉE 2023-2024

JUSTICE RÉPARATRICE

## LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS (LSJPA) ET CODE DE PROCÉDURE PÉNALE

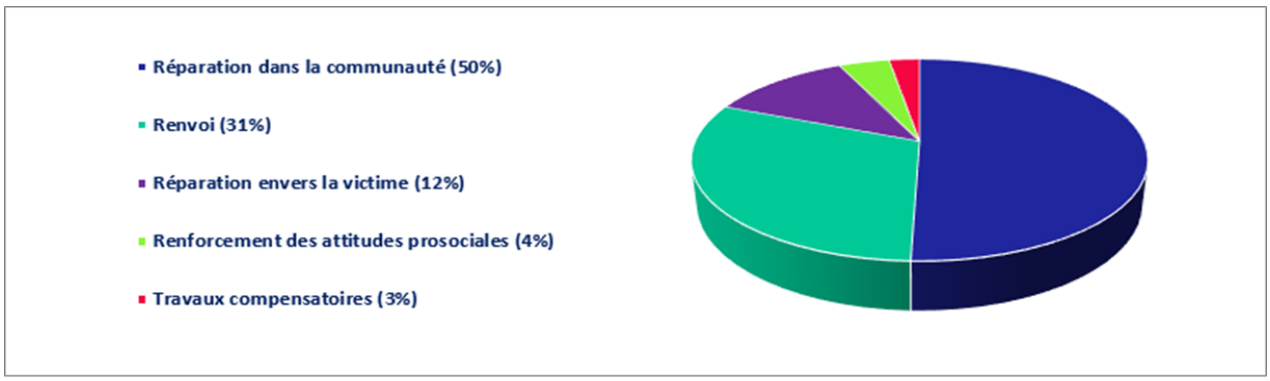
Pour une deuxième année consécutive, les demandes de service ont connu une hausse notable, soit 189 de plus que l'an dernier, ce qui représente 33% d'augmentation.

Mis à part les dons ordonnés par la Chambre de la jeunesse où nous notons une légère diminution, cette augmentation se remarque dans toutes les autres mesures, soit dans les démarches de réparation auprès des victimes, les démarches de réparation dans la communauté et les activités de sensibilisation.

Nous en profitons pour souligner la collaboration exceptionnelle des organismes partenaires qui ont accueilli et encadré près de 100 adolescents de plus que l'an dernier dans le cadre de la mesure de travaux communautaires.

### LES DEMANDES DE SERVICE

En 2023-2024, **556 adolescents** ont été référés à nos services. De ce nombre, certains adolescents avaient à accomplir plus d'une mesure avec notre accompagnement, ce qui porte le nombre de mesures appliquées à **585.** Ces mesures se répartissent comme suit :




Nous avons également procédé à **174 consultations** auprès des victimes.

Au total, ce sont donc **759 demandes de service** qui nous ont été adressées par nos partenaires.

# LES MESURES EXTRAJUDICIAIRES

## UN TOTAL DE 591 DEMANDES DE SERVICE

### 179 MESURES DE RENVOI

Lors d'une arrestation à la suite d'une infraction criminelle d'ordre mineur, le policier peut utiliser son pouvoir discrétionnaire et proposer à l'adolescent de participer au programme de Renvoi plutôt que d'intenter des procédures. Cette mesure prend la forme d'une activité de réflexion visant à sensibiliser l'adolescent aux impacts de son geste.

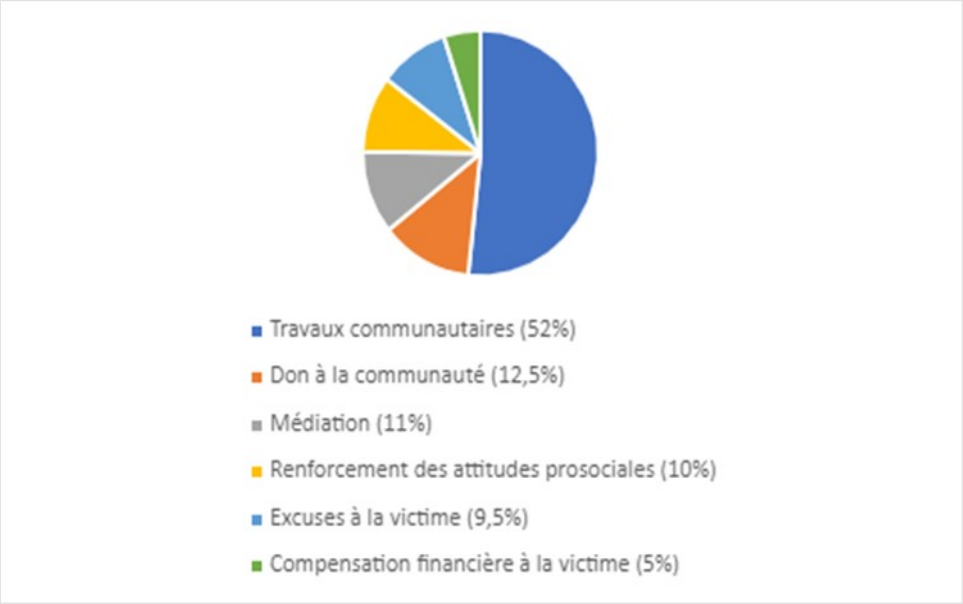
### 174 DEMANDES DE CONSULTATION VICTIME

La Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents accorde une importance aux attentes et aux préoccupations des personnes et commerces victimes et c'est dans ce contexte qu'Équijustice a le mandat de communiquer avec elles afin de leur permettre :

-d'exprimer leur opinion sur l'évènement ainsi que sur les conséquences qu'ils ont pu subir;
-de nous transmettre leur souhait d'obtenir réparation pour les torts subis;
-d'obtenir de l'information sur l'ensemble du processus.

### 238 SANCTIONS EXTRAJUDICIAIRES

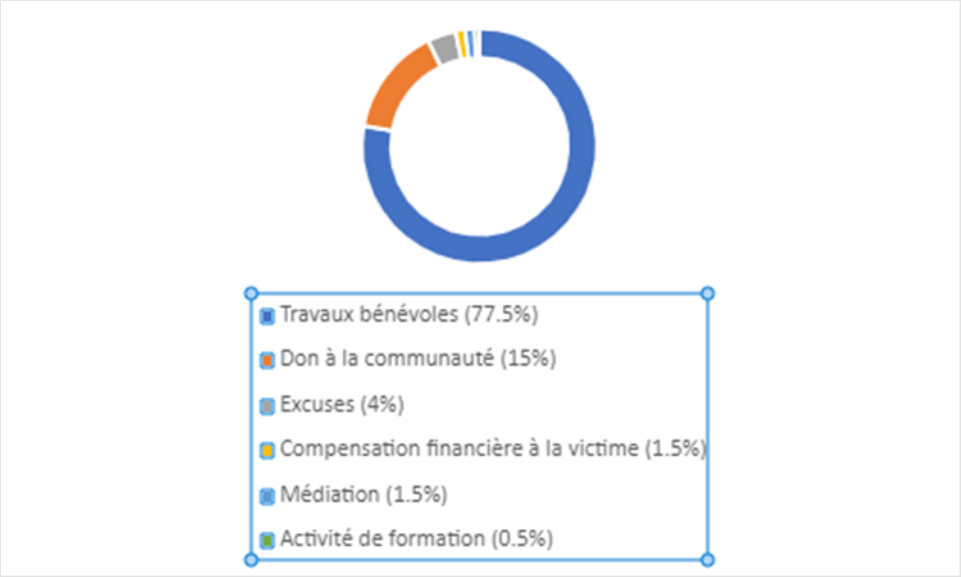
**2243 HEURES DE TRAVAIL ACCOMPLI ET**
**6520$ VERSÉS AU PROFIT DE LA COMMUNAUTÉ**
**2292$ REMIS AUX VICTIMES**



# LES PEINES SPÉCIFIQUES

## UN TOTAL DE 153 DEMANDES DE SERVICE

**6813 HEURES DE TRAVAIL ACCOMPLI ET**
**11 825$ VERSÉS À LA COMMUNAUTÉ**
**375$ REMIS À DES VICTIMES**




# CODE DE PROCÉDURE PÉNALE

## 15 MESURES DE TRAVAUX COMPENSATOIRES

**679 HEURES DE TRAVAIL ACCOMPLI AU PROFIT DE LA COMMUNAUTÉ**

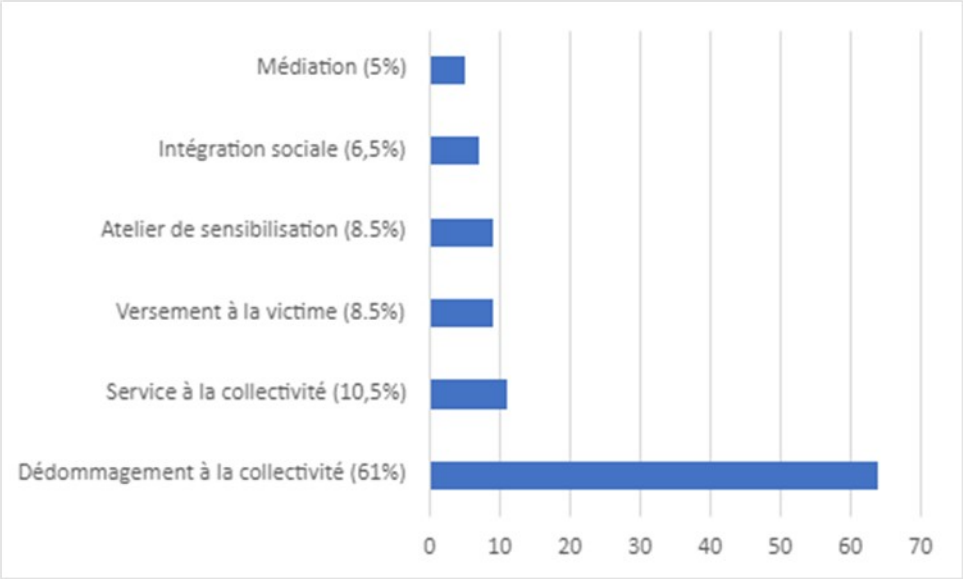
Dans le cadre du Code de procédure pénale du Québec, les adolescents ont la possibilité d'effectuer des heures de travail non rémunérées dans des organismes de la communauté afin de compenser le montant d'une amende qu'ils ne sont pas en mesure de payer.

# LE PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL (PMRG)

En 2023-2024, un total de **227 dossiers autorisés** nous ont été confiés dans le cadre du PMRG. **122** d'entre eux provenaient de la Cour du Québec et **105** de la Cour municipale. Cela représente 54 dossiers de plus que l'an dernier, soit une hausse de 31%. Nous avons également eu le mandat de procéder pour la Cour municipale de Québec, et exceptionnellement celle de Lévis, à **99 contacts** auprès de personnes accusées afin de vérifier leur admissibilité au programme.

Voici la répartition des mesures qui étaient déterminées au 31 mars 2024 :

## RÉPARTITION DES MESURES POUR LES DOSSIERS DE LA COUR DU QUÉBEC (POUR LES 105 DOSSIERS DONT LA MESURE ÉTAIT DÉTERMINÉE AU 31 MARS)



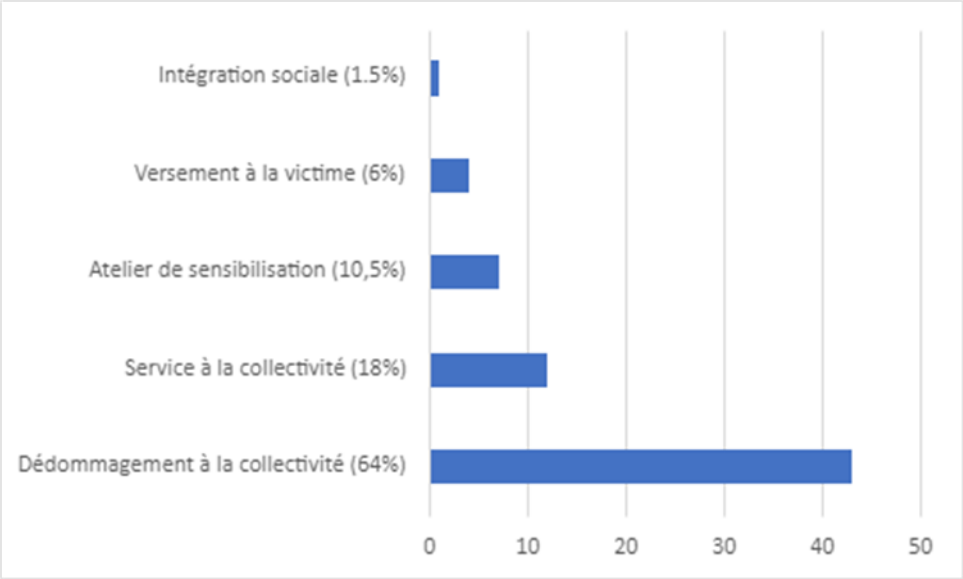

### Précisions sur les mesures:

**220 heures** de services rendus à des **organismes** de la collectivité,

**13 085$** versés à des **organismes** de la collectivité,

**2 250$** versés à des **personnes victimes.**

## RÉPARTITION DES MESURES POUR LES DOSSIERS DE LA COUR MUNICIPALE (POUR LES 70 DOSSIERS DONT LA MESURE ÉTAIT DÉTERMINÉE AU 31 MARS)




### Précisions sur les mesures:

**235 heures** de services rendus à des **organismes** de a collectivité,

**9 000 $** versés à des **organismes** de la collectivité,

**3 780 $** versés à des **personnes victimes.**

# SERVICES DE MÉDIATION CITOYENNE DE QUÉBEC ET DE LA CÔTE-DE-BEAUPRÉ

Visant notamment à favoriser l'accès à la justice et l'implication des personnes souhaitant être accompagnées pour faire face à des situations de la vie quotidienne, la médiation citoyenne repose sur la participation de personnes engagées et désireuses de faire une différence dans leur communauté.

Évoluant dans la Capitale-Nationale depuis 2005, le service de médiation citoyenne a reçu **313 demandes** au cours de l'année 2023-2024. C'est à travers ces 313 demandes que **400 personnes** ont été écoutées et soutenues, pendant les **1220 heures offertes bénévolement par les 19 médiatrices et médiateurs de notre équipe**.

Au-delà des nombreux accompagnements offerts directement aux citoyens.es, l'implication des bénévoles en médiation citoyenne se traduit également par leur participation à des activités de consolidation, de planification et de promotion.

Tel que mentionné par la présidente dans le mot d'introduction du rapport, un directeur provincial de la médiation sociale a été nommé au sein du Réseau Équijustice en juin 2023 et son mandat vise notamment à veiller à l'harmonisation des pratiques et à rendre le service accessible au plus grand nombre. Accompagnés par la directrice, la coordonnatrice et trois intervenantes du service de notre organisme, sept bénévoles ont d'ailleurs participé à une démarche de consultation avec lui en décembre 2023, afin d'échanger sur les enjeux liés à leur pratique et à leur vision du déploiement des services.

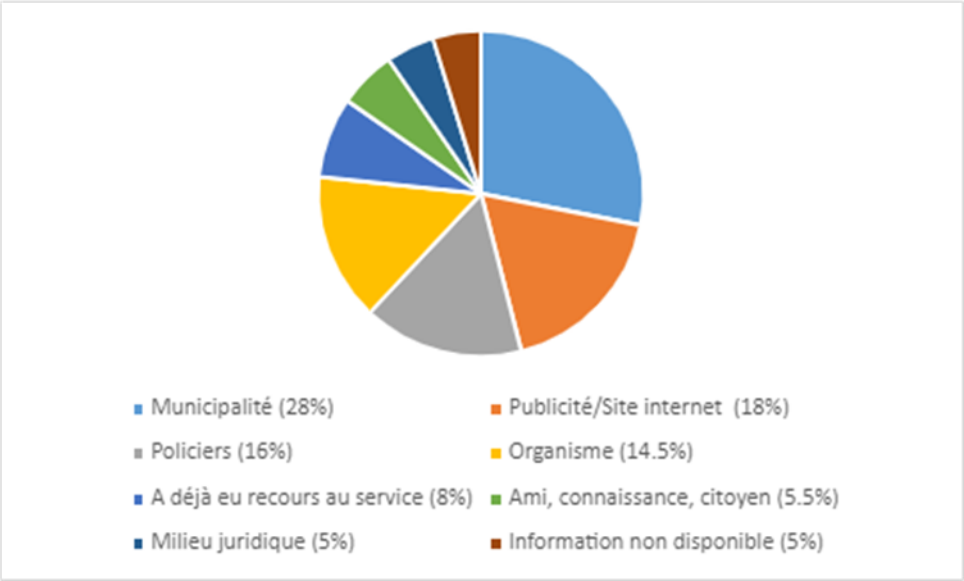
Ce sont également cinq médiateurs.trices qui ont participé à une séance de travail visant le déploiement et la promotion des services dans la MRC de la Côte-de-Beaupré.

De plus, deux bénévoles étaient présents à titre de représentants des services à la journée Portes ouvertes du Palais de justice de Québec en octobre dernier. Finalement, un bénévole a rencontré des membres de la Fédération des Coopératives d'habitation de Québec et Chaudière-Appalaches en janvier, afin de témoigner de son implication, et ce, à des fins de promotion des services et de recrutement de nouveaux médiateurs.trices.

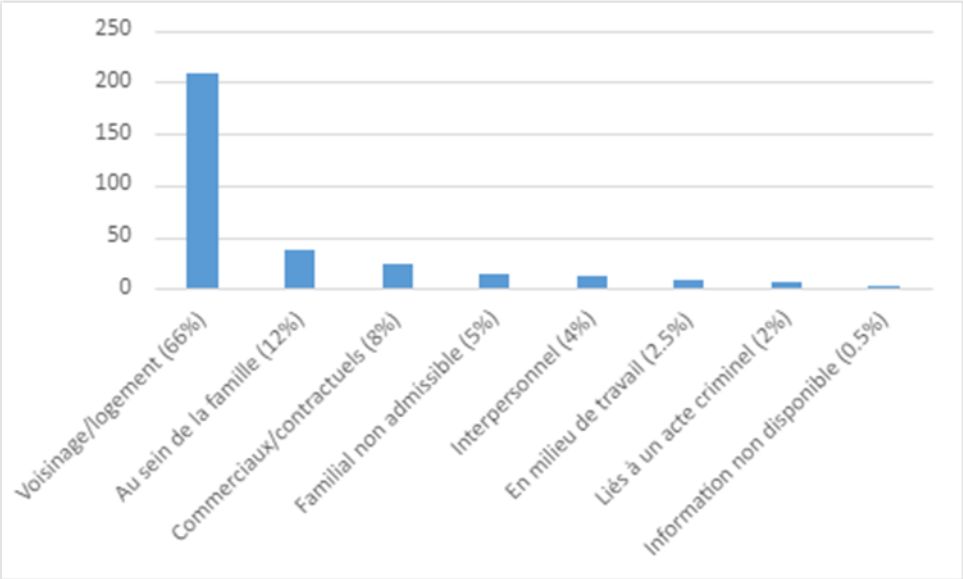
En terminant, nous souhaitons souligner que la majorité de nos statistiques sont stables depuis les dernières années. Se démarquent cependant en 2023-2024, en plus de l'augmentation de la clientèle, une augmentation significative du nombre de rencontres effectuées avec les citoyen.ne.s pour les soutenir dans la gestion de leur situation. Cette donnée nous confirme toute l'importance de l'accompagnement des personnes dans leur démarche, sans que nous ne soyons nécessairement présents lors du dialogue qu'elles auront entres-elles. Il s'agit pour nous d'une invitation renouvelée à considérer les retombées de nos services bien au-delà du nombre de rencontres de médiation réalisées, qui affiche néanmoins une augmentation cette année.

# QUELQUES DONNÉES

## Manière dont la personne a entendu parler du service :




## Précisions sur le contexte des demandes :



# QUELQUES DONNÉES (suite)

## Dénouement des démarches :

| | | |
|---|---|---|
| Demande d'information et personnes orientées vers une autre ressource | 167 | 53% |
| La situation est résolue avant la médiation ou la personne demandeuse a choisi de résoudre la situation par elle-même | 33 | 10.5% |
| Accompagnement individuel (écoute/soutien) | 30 | 10% |
| Dossier toujours en cours | 20 | 6% |
| Médiation (échanges) | 17 | 5.5% |
| La personne demandeuse ne donne pas suite | 17 | 5.5% |
| La personne invitée ne souhaite pas prendre part à la démarche | 14 | 4.5% |
| Recours à d'autres instances (ex : judiciaires) | 10 | 3% |
| La personne invitée ne donne pas suite ou est impossible à joindre | 5 | 2% |

Le service de dialogue dans les situations de violence intime et de crimes graves peut permettre à toute personne d'explorer et d'envisager une démarche avec la personne auteure, avec la personne victime, ou avec toute personne impliquée dans la situation.

Avec l'accompagnement du médiateur ou de la médiatrice, la personne qui fait appel au service pourra réfléchir à ce que peut permettre et impliquer une telle démarche, en vérifier la faisabilité et être soutenue et préparée tout au long de cette dernière, que la finalité se concrétise ou non par un dialogue.

Ce dialogue est construit et préparé avec les personnes impliquées dans la démarche. L'entourage et les professionnels autour des personnes sont mis à contribution, et le dialogue peut prendre différentes formes. La tenue du dialogue se décide avec la personne victime et la personne auteure en s'assurant que des conditions sécuritaires sont réunies, et l'accompagnement se poursuit par la suite pour assurer un soutien post-dialogue.

Cette année, **14 personnes** ont fait appel à Équijustice de la Capitale-Nationale dans le cadre du service de médiation spécialisé offert pour les situations de violence intime. Elles ont majoritairement été référées à nous par des organismes d'aide aux personnes victimes, et certaines personnes ont été informées de l'existence du service par le biais de reportages ou des médias.

Sur les 14 demandes, **11** ont été prises en charge par l'une des deux médiatrices spécialisées de notre équipe, tandis que 3 ont été transférées au central d'Équijustice afin qu'un médiateur ou une médiatrice d'une région avoisinante puisse les accompagner considérant la forte demande.

La majorité des demandes ont été portées par les personnes victimes. Les demandes concernant des situations de nature sexuelle sont celles pour lesquelles les personnes ont davantage fait appel à nous, alors que les autres demandes concernaient des situations de violence physique et psychologique.

Nous tenons à souligner de façon toute particulière la contribution des personnes et des organismes suivants :

## Les partenaires financiers

Le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de la Capitale-Nationale (Programme de soutien aux organismes communautaires)

Le ministère de la Justice (Programme d'aide financière aux activités communautaires du Programme de mesures de rechange général - PMRG)

Emploi et Développement social Canada (Programme Emplois d'Été Canada)

## Les partenaires et collaborateurs

Les différents organismes partenaires qui ont accueilli et accompagné les adolescents (dans le cadre de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents - LSJPA) et les adultes (dans le cadre du Programme de mesures de rechange général - PMRG) pour la réalisation de leur démarche réparatrice

L'Équipe LSJPA du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de la Capitale-Nationale

Le Service de police de la Ville de Québec et la Sûreté du Québec couvrant la Capitale-Nationale

Les juges de la Chambre de la jeunesse (Cour du Québec)

Les avocats de l'Aide juridique, section jeunesse

Les procureurs aux poursuites criminelles et pénales de la Chambre de la jeunesse

Les percepteurs des amendes des Cours municipales de la Capitale-Nationale (pour le programme de travaux compensatoires pour les mineurs)

Les procureurs aux poursuites criminelles et pénales de la Cour du Québec (district judiciaire de Québec et de la Malbaie) et de la Cour municipale de Québec (pour le programme de mesures de rechange général – PMRG)

Le Centre de justice de proximité de Québec

Le Bureau d'information juridique de l'Université Laval (BIJ)

Le Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) – régions de la Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches

Le Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) de la région de Québec (Viol-Secours)

Le Regroupement des organismes communautaires de la région 03 (ROC 03)

La Ville de Québec (pour la visibilité offerte à la médiation citoyenne)

Les centres locaux de services communautaires (CLSC) et le Centre intégré universitaire de santé et services sociaux (CIUSSS) de la Capitale-Nationale (pour les prêts de locaux et la visibilité offerte à la médiation citoyenne)

## Notre instance

La permanence du Central, Réseau de justice réparatrice et de médiation citoyenne, et l'ensemble des Équijustice du Québec

# Les activités de formation, de promotion, de représentation et de concertation

## Les collaborations avec les institutions scolaires

- Atelier d'information sur la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents offert :
  - aux étudiants en Techniques d'éducation spécialisée du Cégep de Sainte-Foy (60 participants)
  - aux étudiants de la formation continue en Techniques d'éducation spécialisée du Cégep de Ste-Foy (30 participants)
  - aux étudiants en Techniques policières du Cégep F.X. Garneau (75 participants)
- Présentation de la justice réparatrice offerte :
  - aux étudiants du cours Victimologie du Baccalauréat en criminologie de l'Université Laval (100 participants)
- Présentation du Programme de mesures de rechange général offert :
  - aux étudiants du cours Détermination de la peine et pénologie de la Faculté de droit de l'Université Laval (50 participants)
- Présentation de la médiation citoyenne offerte :
  - aux étudiants du cours Prévention et règlement des différends de la Faculté de droit de l'Université Laval (49 participants)
- Accueil d'étudiantes dans le cadre de stages :
  - une étudiante en techniques policières et deux étudiantes en techniques d'intervention en criminologie pour des stages d'observation (3 participantes)
  - une étudiante au Baccalauréat en criminologie de l'Université Laval pour la session d'hiver 2024 (1 participante)

**(Total : 368 personnes rejointes)**

## Les présentations et les ateliers en médiation citoyenne et en gestion des conflits

- Présentation des services de médiation citoyenne (approche et fonctionnement) offerte :
  - aux policiers de la Sûreté du Québec de Portneuf et de la Jacques-Cartier (44 participants)
  - aux travailleurs des milieux aînés du Centre d'action bénévole du Contrefort (8 participants)
  - aux membres et employés de la Fédération des coopératives d'habitation de Québec et Chaudière-Appalaches et aux employés du Centre d'accès et d'accompagnement au logement subventionné Clés en main (38 participants)
  - aux intervenants de l'Office municipale d'habitation de Québec (2 participants)
  - au Comité des pratiques intersectorielles pour la prévention de l'instabilité résidentielle (15 participants)

**(Total : 107 personnes rejointes)**

## Les rencontres avec nos partenaires socio-judiciaires

- Deux rencontres d'échanges avec la cheffe de service et le conseiller clinique de l'équipe LJSPA du CIUSSS de la Capitale-Nationale (Comité conjoint)
- Accueil de l'équipe LSJPA du CIUSSS de la Capitale-Nationale pour consolider nos liens
- Présentation de nos services à une nouvelle sergente jeunesse du Service de police de la Ville de Québec
- Rencontre d'échanges avec le CAVAC de Québec et de Chaudière-Appalaches

- Présentation du programme de Renvoi aux policiers de la Sûreté du Québec de Portneuf et de la Jacques-Cartier
- Participation à la Table de concertation socio-judiciaire des régions de Québec et de Chaudière-Appalaches
- Rencontre avec la coordonnatrice des Services intégrés pour les victimes d'agression sexuelle et violence conjugale (SIVA)

**Les activités de représentation**

- Participation aux assemblées générales annuelles de différents partenaires
- Commissaire au Bureau de l'Ombudsman
- Participation à la Journée des partenaires pour la lutte à la maltraitance
- Participation à la Journée Portes Ouvertes du Palais de Justice de Québec
- Accueil d'une représentante du RENADEM, regroupement français travaillant à l'accès au droit et à la médiation
- Accueil de deux représentantes du ministère de la Justice Française dans le cadre d'un échange franco-québécois ayant pour thème la justice réparatrice et la médiation pénale pour les mineurs

**Les activités de concertation régionales**

- Membre du Comité conjoint Équijustice de la Capitale-Nationale/CIUSSS de la Capitale-Nationale (Équipe LSJPA)
- Membre du conseil d'administration du Centre de justice de proximité de Québec (jusqu'en juin 2023)
- Membre de la Table d'actions préventives jeunesse de Portneuf
- Membre de la Table à la lutte à la maltraitance de Portneuf
- Membre de la Table de concertation en violence conjugale et familiale de Portneuf
- Participation aux activités des membres de la Corporation de développement communautaire du Grand Charlesbourg

**Les activités de concertation provinciales**

- Membre du Conseil d'administration du Réseau Équijustice
- Participation à divers comités et groupes de travail du Réseau Équijustice :
  - Comité médiation citoyenne
  - Comité Gouvernance
  - Comité logiciel Vision 2.0
  - Comité RAP (Renforcement des attitudes prosociales)
  - Comité pour les Proches aidants
  - Groupe de formation en médiation

**Nos adhésions**

- Membre du Réseau de justice réparatrice et de médiation citoyenne
- Membre du Regroupement des organismes communautaires de la région 03
- Membre d'Alliance Action Bénévole
- Membre de la Corporation de développement économique communautaire de Québec
- Membre de la Corporation de développement communautaire du Grand Charlesbourg
- Membre de l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes
- Membre de la Société de criminologie du Québec

# Les activités de promotion, de formation et de représentation et de concertation (suite)

Équijustice de la Capitale-Nationale
Publié par Maude Poliquin Équijustice · 3 novembre 2023 ·

Samedi dernier, plusieurs membres de notre équipe et de l'équipe Équijustice Lévis ont pu parler de notre mission et de nos services avec les personnes présentes à la journée portes ouvertes du palais de justice de Québec 💙! Ce fût une précieuse occasion d'échanger sur des thèmes comme l'accès à la justice. Un merci tout spécial à Paule et Alain, membres bénévoles de notre équipe, qui se sont joint à nous pour l'occasion.

Sur la photo: Alain et Alexandra

Équijustice de la Capitale-Nationale
Publié par Maude Poliquin Équijustice · 14 juin 2023 ·

**20e bilan annuel des directeurs de la protection de la jeunesse : « En équilibre vers l'avenir ! »**

📽 Le directeur et la directrice de la protection de la jeunesse (DPJ) du CIUSSS de la Capitale-Nationale et du CISSS de Chaudière-Appalaches, M. Patrick Corriveau et Mme Caroline Brown, ont dévoilé ce matin leur bilan annuel 2022-2023.

Ils ont profité de l'occasion pour aborder un aspect important et souvent méconnu de leur travail : les interventions auprès des jeunes cont... **Afficher plus**

Équijustice de la Capitale-Nationale
Publié par Maude Poliquin Équijustice · 29 janvier ·

Soirée d'échanges gratuite sur la médiation citoyenne **demain à 19h** 👇Venez nous voir pour en apprendre plus sur ce service offert par Équijustice !

Fédération des coopératives d'habitation de Québec Chaudière-Appalaches
29 janvier ·

[Soirée d'échanges sur la médiation citoyenne - GRATUIT]
En présence de médiateurs-bénévoles d'Équijustice, venez en apprendre plus sur la médiation citoyenne; ... **Afficher plus**

equijustice.ca